
LES DROITES NATIONALISTES FRANÇAISES ET LA SERBIE (YOUGOSLAVIE) DE L'AVANT PREMIER CONFLIT MONDIAL AUX ANNÉES 1930

Résumé

Différents moments donnent la mesure de l'intérêt conféré à la Yougoslavie par les droites nationalistes françaises, huit décennies durant au-delà du premier conflit mondial. Le 7 janvier 1929, Charles Maurras, le chef de l'Action française, publiait dans le quotidien éponyme du mouvement un article (reproduit ensuite dans son Dictionnaire politique et critique, tome V, Paris, A la Cité des Livres, 1933, p. 94 et suivantes) où il encensait « la contre-révolution de Belgrade » et le roi Alexandre pour saluer son « manifeste » et en faire, dans les catégories maurrassiennes (« Dictateur et roi »), un véritable panégyrique débouchant sur un hommage appuyé aux « Karageorgevitch qui règnent à Belgrade » et qui « sont avec les Capétiens, la seule dynastie autochtone d'Europe ». En 1948, sur les décombres du collaborationnisme, René Binet lançait le Mouvement socialiste d'unité française, le premier groupe à se doter d'une croix celtique. Son organe L'Unité, qui accueillait Maurice Bardèche, le beau-frère de Brasillach, prenait position « contre le Front rouge et la Réaction » et s'interrogeait gravement sur la politique étrangère yougoslave en ces termes : « Tito est-il le Doriot slave ?

» *Enfin, plus de quatre décennies plus tard, lorsque la Yougoslavie se disloquait, les droites nationalistes prenaient position pour défendre largement la cause serbe. Soyons clair : les protagonistes et les contextes ont peu à voir. Ces différentes séquences n'en révèlent pas moins un intérêt et une prise en compte de la question yougoslave, et particulièrement serbe, que cette communication entend retracer en mettant l'accent sur quelques acteurs et temps forts qui jalonnent une histoire d'un siècle.*

Mots clés: *les droites françaises, l'Action française, Charles Maurras, Maurice Barrès, France, la Serbie, Yougoslavie.*

Le 7 janvier 1929, Charles Maurras (1868-1952), le chef de l'Action française, publiait dans le quotidien éponyme du mouvement un article où il encensait « la contre-révolution de Belgrade » et le roi Alexandre pour saluer son « manifeste ». Il en dressait, dans les catégories de pensée maurrassiennes (« Dictateur et roi »), un véritable panégyrique débouchant sur un hommage appuyé aux « Karageorgevitch qui règnent à Belgrade » et qui « sont avec les Capétiens, la seule dynastie autochtone d'Europe ». Sous la plume de Maurras, cette formule a tout son poids et invite à revisiter l'histoire du positionnement des maurrassiens sur un Etat et une société qui ne comptent pas parmi les domaines d'études qui ont été travaillés lorsque des études ont été conduites sur Maurras et l'étranger.¹ L'objet de cette contribution est donc d'abord de poser des jalons et ce en deux étapes. Il s'agira d'abord de préciser la place revêtue par la Serbie/Yougoslavie chez les dirigeants de l'Action française. Nous examinerons ensuite la nature de cet intérêt, bien réel, chez les maurrassiens.

¹ Olivier Dard, Michel Grunewald (dir), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, 2009.

La place de la Serbie/Yougoslavie chez les dirigeants de l'Action Française

Comprendre la place de la place de la Serbie dans la réflexion de Maurras impose de prendre la mesure de ce qui détermine sa vision du monde et donc de souligner l'importance revêtue chez lui par la latinité.² Une latinité qui se caractérise pour lui par la « catholicité ». Elle ne s'entend pas chez Maurras à travers les seuls « dogmes religieux » : « il s'agit des hauts principes d'ordre, d'autorité, d'administration, intérieure et extérieure, d'affinités dans la manière de sentir, dans la vie sociale, héritées de l'Antiquité classique et dont l'Eglise romaine s'est faite l'unique et incomparable gardienne. Il s'agit de mœurs, de façons d'être et de juger ».³

De ce texte ressortent des éléments fondamentaux pour saisir la relation de Maurras à la Serbie/Yougoslavie. Elle ne saurait être rangée dans la latinité alors que la Roumanie en est pleinement partie prenante puisque les Roumains sont décrits comme des « Latins [...] campés sur le Danube⁴ ». A cette notation, on mesure l'importance de la langue chez Maurras quant à la définition de la latinité : « Nos langues publient l'hérédité de notre pensée. Elles ont une même mère. C'est encore là un merveilleux moyen de reconnaissance et d'accord. Nous avons entre nous des racines et des tours qu'il y a plaisir à retrouver chez les autres. » La Serbie ne saurait évidemment non plus être rattachée à la catholicité dont Maurras, dans son livre *Le pape la guerre et la paix*, a tracé la richesse des perspectives ainsi résumées dans cet article de 1925: « Puis qu'on parle tant d'internationale, pourquoi ne pas commencer par l'internationale des peuples grandis sous le signes de la catholicité ? » proclame-t-il en se faisant l'apôtre d'une « union spirituelle,

² Pour un tableau de la question, « Charles Maurras, le fascisme, la latinité et la Méditerranée », in *Cahiers de la Méditerranée*, dossier « La culture fasciste entre latinité et méditerranéité (1880-1940) », coordonné par Jérémy Guedj et Barbara Meazzi, n° 95, décembre 2017, p. 59-70.

³ Charles Maurras, « Latinité », *Latinité. Revue des pays d'Occident*, n° 9, novembre 1929, p. 137-138. Précisons que ce texte, publié en 1929, a été rédigé en novembre 1925, soit un an avant la condamnation de l'Action française par le Saint-Siège.

⁴ *Ibid.*, p. 138.

supérieure, mais universelle, englobant non seulement les peuples dits latins, mais tous ceux que le souffle catholique a régénérés. » Fort de cette logique, qu'il faut coupler à sa célèbre opposition « Barbares et Romains » forgée à la fin du XIX^e siècle, on saisira mieux cette formule de Maurras : « *l'homo mediterraneus* reconnaît facilement ses frères d'aussi loin qu'ils paraissent venir. Il y a plus de façons de penser, de sentir, de concevoir, communes entre un Français et un Italien, un Français et un Chilien ou un Mexicain, qu'entre un Français et un Danois [...] »⁵. » A l'heure où il est largement question, dans le sillage d'Henri Massis de la « défense de l'Occident » face aux « barbares » incarnés dans le communisme, une union latine s'impose. « La barbarie fait cercle autour de la latinité européenne ; elle menace même, par des voies détournées, la Latinité d'Amérique. » Maurras réclame donc la tenue à Rome, « nombril de la Latinité, centre éternel de *l'homo mediterraneus*, d'un congrès de tous nos frères en esprit » placé sous l'égide du pape. Et le chef de l'Action française de conclure : « Ce principe de l'ordre et d'autorité une fois reconnu et salué par des hommes venus de Rio et de Buenos Aires, de Bucarest et de Québec, on se sentirait un peu mieux gardé contre la poussée des Barbares ».⁶

Comme on peut le constater, il n'est nullement question ici de la Serbie ou de la jeune Yougoslavie qui n'entrent pas, disons le clairement, dans le premier cercle de préoccupations de l'Action française. Considérer qu'il n'y a pas d'intérêt majeur, ne saurait signifier une absence d'intérêt ni une méconnaissance complète.

Car il faut prendre en compte un second enjeu, de nature géopolitique : l'hostilité de l'Action française au principe des nationalités. Jacques Bainville, historien et spécialiste de politique étrangère de l'Action française, le redit à l'occasion de l'attentat de Sarajevo dans son article de l'Action française du 29 juin 1914. Comme toute la presse, Bainville possède alors bien peu d'éléments pour forger une analyse⁷. Il se montre cependant convaincu que ce

⁵ *Ibid.*, p. 139. Les italiques figurent dans le texte original.

⁶ *Ibid.*, p. 141.

⁷ Christophe Dickès, *Jacques Bainville, Les lois de la politique étrangère*, Bernard Giovanangeli Editeur, 2008, p. 94.

« crime politique », qui lui rappelle l'attentat d'Orsini, est le résultat de « l'idée des nationalités [qui] en a été l'inspiratrice⁸ ». Une « idée » que Bainville condamne en s'opposant dès avant le déclenchement du premier conflit mondial à tout démantèlement de l'Autriche-Hongrie même s'il regrette que « l'Autriche soit engagée dans des alliances hostiles à notre pays. » Pour lui, ce scénario serait une catastrophe. Il en brosse ainsi les contours en considérant que les nationalités iraient grossir les rangs d'une « Roumanie et [d'] une Serbie qui en seraient si démesurément agrandies qu'il faudrait immédiatement faire cadeau de Trieste aux Italiens et de tous les Allemands d'Autriche à l'Allemagne. » Et Bainville de conclure : « Ô chef-d'œuvre de la politique ! Un royaume italien sans contrepartie et maître de toute une mer ; un empire allemand peuplé de près de 80 millions d'habitants, tous deux en face d'une poussière de petits et de moyens Etats tchèque, magyar, serbe, grec, roumain, etc»⁹ Tout au long des décennies suivantes, la question géopolitique reste centrale chez Bainville. Ainsi, durant le premier conflit mondial, il s'interroge à différentes reprises sur la question de la politique italienne dans les Balkans et le destin futur de l'Autriche-Hongrie.¹⁰ La question serbe et les potentialités d'une Grande-Serbie suscitent son intérêt¹¹ et il s'inquiète, dans le dernier chapitre conclusif de son ouvrage *La guerre et l'Italie* intitulé « L'avenir », de « la destinée de la nation serbe » pour lequel, à le lire en 1916, « rien n'est moins certain¹². » Cette remarque, combinée au « risque » exprimé de voir cette nation, « pour longtemps

⁸ Cet article est repris in Jacques Bainville, *La monarchie des lettres. Histoire, politique, littérature*, édition établie et présentée par Christophe Dickès, Robert Laffont, 2011, p. 588.

⁹ Jacques Bainville, *Journal 1911-1918*, Editions d'histoire et d'Art, 1948, p. 114-115 [28 novembre 1912].

¹⁰ Olivier Dard, „Ligues et droites nationalistes en France au vingtième siècle : signification, place, évolution“, Olivier Dard et Nathalie Sévilla (dirs): *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Metz, 2011, pp. 147-177.

¹¹ Cet intérêt a été noté par William R. Keylor, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth Century France*, Louisiana State University Press, 1979, p. 110.

¹² Jacques Bainville, *La guerre et l'Italie*, Fayard, 1916, p. 307.

réduite en servitude », se double d'une certitude clairement affirmée à propos de la nation serbe : « elle pourra sans doute se relever de ses ruines et prendre sa revanche : une nationalité ne disparaît pas quand elle est aussi riche de vie que celle-là ».¹³

Ce constat est essentiel et invite à pointer les éléments d'intérêt manifestés par l'Action française pour la nation serbe et son relèvement.

Un intérêt marqué pour la Serbie et sa monarchie

Fort instructif est le *Journal* de Bainville à la date du 31 octobre 1912. Le propos montre en effet, comment au-delà d'un hommage aux Serbes, ce maurassien du tout premier cercle dresse un parallèle entre l'histoire du renouveau serbe et celle de l'Action française en mettant l'accent sur une analogie supposée des situations (« l'idée de revanche ») et un mode de maturation des deux processus historiques : « Si la nation serbe s'est réveillée après des siècles d'oppression et de sommeil, si elle s'est mise tout entière au service de l'idée de revanche, si le nationalisme est devenu sa règle de vie, il ne faudrait pas se figurer tout de suite que ces choses-là se sont faites toutes seules et par création spontanée. Comme tous les grands moments de même nature et par création spontanée. Comme à tous les grands mouvements de même nature qu'enregistrent les annales de l'espèce humaine, il a fallu d'abord des gardiens de la flamme, et puis des excitateurs qui furent des philosophes, des savants, des intellectuels, avant que le constructeur politique, puis le soldat, apportassent les conditions de succès définitif ».

La suite du propos se présente comme un miroir de ce que tente de faire l'Action française depuis sa création une dizaine d'années plus tôt : « Aux nations qui prennent leur revanche, il faut d'abord des esprits nobles et désintéressés, mainteneurs de la tradition, qui ne laissent pas succomber l'idée. Il faut ensuite que des poètes, des écrivains capables de susciter cette élite enthousiaste qui arrache les peuples à leur torpeur, recueillent l'idée conservée dans les sanctuaires

¹³ *Ibid.*, p. 307.

et lui rendent la vigueur de la nouveauté et de la jeunesse. Ni l'un ni l'autre de ces éléments n'a fait défaut à la Serbie».¹⁴

Ses réflexions sur la Serbie, Bainville ne les limite pas à son journal intime et les a fait partager, en substance, aux lecteurs de *L'Action française* lorsqu'il évoque le 31 octobre 1912 ce qu'il appelle « La revanche de Kosovo ». La lecture de l'article montre d'abord que Bainville en a transcrit dans son *Journal* certains passages : la chose est habituelle chez lui. Mais dans son *Journal* Bainville n'a cependant pas repris les derniers mots qui sonnent pour un lecteur français comme un cri de ralliement, l'invitent à raffermir sa volonté de renversement de la République au profit de la monarchie et à ne surtout pas perdre de vue la perte de l'Alsace-Lorraine et la nécessité de les recouvrer : « N'oublions pas et sachons comprendre la leçon du Champ-des-Merles».¹⁵

A la veille de la guerre, le jugement positif de Bainville sur le relèvement serbe, non seulement ne s'est pas démenti mais il s'est renforcé avec « l'avènement du prince Alexandre qui représente une nouvelle génération ». Et Bainville d'exhorter de nouveau ses contemporains à en prendre la mesure : « Combien seraient imprudents et aveugles ceux qui méconnaîtraient la signification de ce rajeunissement des cadres, non seulement dans la hiérarchie dynastique mais encore dans la hiérarchie des peuples ! Le jeune prince Alexandre à la tête de la nation serbe, nation antique mais retremée et renouvelée par la victoire et avide d'aller de l'avant, de pousser plus loin ses progrès, ce jeune prince représente l'avenir, l'Europe de demain où paraîtront d'autres protagonistes que ceux d'hier, avec des idées, des sentiments, des méthodes qui ne ressembleront en rien peut-être aux idées, aux sentiments, aux méthodes sur lesquels l'Europe de 1870 à nos jours a vécu».¹⁶

Si les propos de Bainville sont éclairants, la lecture des volumineux *Cahiers* de Barrès est également significative. Disons-le

¹⁴ Jacques Bainville, *Journal 1911-1918*, op. cit., p. 111-112.

¹⁵ Jacques Bainville, *Chroniques*, préface Abel Bonnard, Editions d'histoire et d'Art, 1938, p. 177.

¹⁶ *L'Action française*, 29 juin 1914, repris in Jacques Bainville, *La monarchie des lettres. Histoire, politique, littérature*, op. cit., p. 589.

clairement, la Serbie en est quasiment absente avant le premier conflit mondial. L'auteur du *Roman de l'énergie nationale* se contente de glisser en février 1913 cette remarque peu amène à propos des Balkans mis en regard de la Turquie et des « Capitulations » : « Avec les Etats balkaniques nous allons trouver un Etat d'esprit xénophobe violent 1913. Nous leur prêterons de l'argent, c'est entendu... Reste que c'est en Serbie que nous souffrirons le moins ».¹⁷

On ne peut en revanche passer sous silence ce qu'il écrit le 14 septembre 1914. Comme Bainville, Barrès déplore la situation de la France de l'avant-guerre et met en exergue non pas la situation de la Serbie mais les propos du futur roi Alexandre avec lequel il a déjeuné quelques mois plus tôt par le truchement de l'épouse américaine d'un diplomate serbe rencontrée par le couple Barrès à Athènes en 1898¹⁸ : « Depuis quarante-quatre ans nous étions des vaincus » souligne Barrès. « Depuis quarante-quatre ans chacun d'entre nous participait à la diminution de notre pays. Il y avait un tas de Français qui avaient dans le sang les émotions de la défaite ; ils craignaient et admiraient le Prussien. Ce n'est pas seulement notre force morale qui était amoindrie. Ce n'était pas simple affaire d'imagination. Nous étions réellement abaissés de valeur dans l'appréciation de l'univers. » Et l'auteur des *Déracinés*, après avoir mentionné « les Italiens, les Espagnols, les Argentins eux-mêmes », évoquait la Serbie en mettant en scène les propos du futur roi Alexandre de Yougoslavie avec lequel il avait dîné « quasi en tête à tête » à Paris et qu'il présente comme « un des membres de l'une des maisons royales aujourd'hui engagée loyalement à côté de notre pays dans la lutte gigantesque. » Le futur monarque, à lire Barrès, « souhaite notre victoire et notre salut [...] mais il disait : “Votre valeur guerrière, votre artillerie valent mieux, mais ils sont unis et nombreux et vous êtes si divisés ». C'est sans doute la réponse de celui qu'on appelait « le professeur d'énergie » qui mérite d'être citée : « Je vous jure que nos fils valent mieux que nos pères. [...] Je connais la jeunesse

¹⁷ Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome dixième, 1913-1914*, Plon, 1936, p. 38.

¹⁸ Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome onzième, 1914-1918*, Plon, 1938, p. 134 et p. 411.

nouvelle. Elle a oublié l'accident [la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine]. C'est une jeunesse toute simple, toute pure et prête au sacrifice. Quand elle déploiera son âme, on reverra sur la France les drapeaux de la victoire».¹⁹

La Serbie n'a pas été seulement un miroir. Elle peut être aussi vue chez les hommes d'Action française comme un lien que ces derniers vont valoriser en n'oubliant, comme le reste des Français, l'empreinte de la Première Guerre mondiale. Le 9 octobre 1934, à quelques heures de l'arrivée en France du roi Alexandre, Bainville pouvait noter: « Une amitié déjà ancienne unit la France à la Serbie, qui est devenue le pays de tous les Slaves du Sud ou Yougoslaves. Une alliance existe entre la Yougoslavie et la France. Elle a été scellée par la guerre. Une nombreuse jeunesse serbe, arrachée par sa patrie à l'invasion et réfugiée dans notre pays après l'exode, a été élevée dans lycées et dans nos grandes écoles. Ce sont d'autres liens qui s'ajoutent à bien des souvenirs, depuis ce Karageorgevitch, aïeul d'Alexandre Ier qui, en 1870, s'était engagé dans l'armée française».²⁰

Mais il y a plus encore. Le roi Alexandre incarne en effet pour Maurras ce qu'il appelle la contre-révolution de Belgrade » ou la figure du « roi-dictateur ». L'importance de cet article se mesure au fait qu'il est le seul texte sur la Serbie repris dans le tome V du *Dictionnaire politique et critique*.²¹ Le choix de la rubrique est instructif : « roi-royauté-royalisme » de même que le titre choisi : « L'action d'un roi : la contre-révolution de Belgrade».

Dès l'entame, Maurras rappelle que son choix en faveur de la monarchie ne vaut que pour la France et qu'il ne saurait être vu comme le partisan de la « monarchie européenne²² ». Il n'en crédite pas moins les régimes monarchistes de vertus diplomatiques à l'occasion du premier conflit mondial (il cite la Belgique et la Grande-Bretagne) de même qu'après-guerre il salue « l'initiative

¹⁹ *Ibid.*, p. 98-99.

²⁰ Jacques Bainville, *Journal 1927-1935*, Editions d'histoire et d'Art, 1949, p. 247.

²¹ Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, tome V, Paris, A la Cité des Livres, 1933, p. 94 et suivantes.

²² Olivier Dard, Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger*, op. cit., p. 123.

» prise à Rome et à Madrid « d'une forme renouvelée de dictature qui fait paraître le régime parlementaire encore plus caduc qu'on ne le croyait jusqu'à là. » C'est dans cette optique qu'il salue l'initiative du roi Alexandre et le « renforcement de son autorité qui rétablit un type de monarchie indépendante et personnelle : ses ministres ne seront responsables que devant lui. » A destination de ses lecteurs, Alexandre se voit revêtu d'une dénomination typiquement maurrassienne, théorisée durant l'été 1899 et publiée dans sa célèbre *Enquête sur la monarchie* : « Le voilà “dictateur et roi !” ». C'est par ce biais que Maurras, après avoir souligné les difficultés propres à la Yougoslavie, à commencer par la diversité de ses populations, reprend ses propres propositions pour les y appliquer à l'action que devrait conduire Alexandre de Yougoslavie (« autorité en haut », « libertés en bas » avec une décentralisation poussée etc.). Sans surprise, Maurras salue le manifeste du roi Alexandre sans pour autant s'en livrer à un commentaire détaillé : « Il faut lire cette page car le ton en est beau si la traduction de certains termes paraît molle ou incertaine ». En fait, le chef de l'Action française veut d'abord retenir un vent qui souffle sur l'Europe et dont il espère et veut croire qu'il puisse aussi concerner la France.

On peut à loisir discuter le bien-fondé de l'analyse que Maurras propose, à commencer par l'analogie supposée entre Rome et Belgrade ou les perspectives décentralisatrices dont il pare Alexandre²³. On peut aussi considérer que l'auteur de l'*Enquête sur la monarchie* confond ses désirs avec la réalité qu'il croit discerner lorsqu'il écrit : « Le succès de cette entreprise à Belgrade après le succès d'une entreprise différente mais foncièrement analogue à Rome, ne manquera pas de signification. Les Savoie qui règnent à Rome viennent de France. Les Karageorgevitch qui règnent à

²³ Les perspectives de Maurras vont d'ailleurs à rebours de la perception dominante chez les ministres plénipotentiaires français en poste à Belgrade de 1918 à 1934 qui est « unitaire » (Stanislas Sretenović, « Les ministres plénipotentiaires français dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes/ Yougoslavie, 1918-1940 : poids du passé, cultures politiques, idéologie et réalisations », in Frédéric Dessberg et Antoine Marès (dir), avec la collaboration d'Isabelle Davion, *Militaires et diplomates français face à l'Europe centrale*, Eur'Orbem Editions, 2017, p. 165)

Belgrade sont, avec les Capétiens, la seule dynastie autochtone d'Europe. » Mais on retiendra surtout sa conclusion qui est un appel à peine voilé aux nécessités d'une restauration monarchique en France : « En des conditions très variées, entre des nations différentes et presque ennemies, ce recours à d'identiques méthodes accuse une bien singulière et bien profonde concordance dans les nécessités majeures de notre temps ».

Si Maurras s'affirme convaincu du renouveau possible de la Yougoslavie grâce à la « dictature royale », il n'est pas seul. Ainsi, la *Revue universelle* de Jacques Bainville accueille en 1931 dans son sommaire Ernest Lémonon (1878-1956), un économiste plutôt spécialiste de l'Italie et qui fut un temps secrétaire général du comité France Italie.²⁴ En 1931, Lémonon publie un ouvrage de synthèse sur l'état économique de l'Europe centrale²⁵ et donne à la revue de Jacques Bainville un article qui porte exclusivement sur la Yougoslavie. Lémonon y propose un tableau très avantageux des réalisations entreprises par le roi dictateur. La première phrase donne le ton en indiquant qu'à la veille du « coup d'Etat » du 6 janvier 1929, « tout restait encore à faire », une « appréciation » catégorique qui pour son auteur n'a « rien d'exagéré » tant le pays était « désorganisé ». Le tableau dressé de la Yougoslavie des années 1920 est donc fort négatif tant le pays est réputé souffrir de ses divisions, de son instabilité et de son faible développement économique. Et ce en dépit de ses ressources naturelles (minerais, forêts, terres céréalières etc.). Mais à lire Lémonon, la cause du « marasme économique » yougoslave provenait d'autres causes que proprement économiques : « La Yougoslavie était pourrie par la politique : le mot n'est pas excessif²⁶ ». Lémonon décrit ainsi ce

²⁴ Il a vécu à Naples et s'y rend régulièrement et prononce des conférences en France sur le sujet, notamment à l'Académie des sciences morales et politiques. Il fut reçu par Mussolini le 10 octobre 1932. Voir en particulier Christophe Poupault, *A l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Ecole française de Rome, 2014, p. 399, p. 543, p. 780.

²⁵ Ernest Lémonon, *La Nouvelle Europe centrale et son bilan économique (1919-1930)*, Félix Alcan, 1931.

²⁶ « En Yougoslavie. Les antécédents du coup d'Etat », *Revue universelle*, tome XLIV, n° 22, 15 février 1931, p. 446.

qu'il appelle le « confusionnisme » qui « commença avec la naissance même du nouveau royaume » et évoque en quelques pages « la lutte des partis » qui « a résumé pendant dix ans toute l'activité politique de la Skoupchtina ». ²⁷ Une situation dont il ressortait une impuissance généralisée et qu'a résolue, selon Lémonon, le « coup d'Etat » de janvier 1929. Sur ce point, Lémonon rejoint la direction de la *Revue universelle* et Maurras : c'est bien le monarque qui a ouvert la voie du salut à la Yougoslavie. Lémonon explique ainsi que « les 5 et 6 janvier 1929, le roi Alexandre, qui jusqu'alors était demeuré l'esclave de la constitution, a déchiré celle-ci et a résolu par un coup d'Etat une crise ministérielle et plus encore une crise de régime qui ne pouvait recevoir aucune solution légale ». ²⁸ Avant d'ajouter quelques paragraphes plus loin que « sous l'impulsion ardente du roi, le gouvernement se mit à l'œuvre » et que « deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'un programme précis de redressement et de restauration était établi. » Avec des résultats de premier ordre puisqu'« une année a suffi pour que la Yougoslavie soit transformée. C'est à présent un Etat neuf ». ²⁹

On retiendra de cette présentation de Lémonon deux éléments principaux. Le premier est que s'il reprend à son compte le lien entre coup d'Etat et relèvement, Lémonon s'écarte de la doxa maurrassienne en ne faisant pas sienne l'articulation « dictateur et roi » chère au chef de l'Action française: « En agissant ainsi, le roi – qui, dans sa proclamation à son peuple, n'avait pas manqué d'affirmer que le régime parlementaire demeurerait pour lui l'idéal politique – n'obéissait point à une pensée de dictature ou à une volonté de domination personnelle. Son initiative procédait d'un sentiment patriotique et du seul souci de libérer le pays des miasmes et des mares stagnantes qui l'empoisonnaient ». ³⁰

Un second élément ressort de cette présentation et fait songer aux justifications contemporaines des dictatures de Salazar comme de Metaxas, à savoir que la crise du parlementarisme et

²⁷ *Ibid.*, p. 447 et p. 450.

²⁸ *Ibid.*, p. 452.

²⁹ *Ibid.*, p. 453.

³⁰ *Ibid.*, p. 453.

plus largement le désordre politique justifient le recours à la dictature et que cette dernière, régime d'ordre, est réputée remettre rapidement l'économie sur de bons rails et poser les bases d'un développement économique et social aux fondations solides. Une thématique qui n'est pas l'apanage des droites nationalistes mais qui irrigue des milieux libéraux et technocratiques.³¹

Les réalités sont moins florissantes que les espoirs développés par Lémonon ou les maurrassiens. La dictature personnelle d'Alexandre n'a pas donné les résultats attendus et la constitution octroyée en 1931 n'a nullement débouché sur un Etat décentralisé. L'épilogue se déroule à Marseille le 9 octobre 1934 avec l'assassinat du monarque. Cette visite et sa fin tragique occupent plusieurs pages du *Journal* de Bainville. Commentant les enjeux du voyage royal quelques heures avant l'arrivée des hôtes de la France, il ne manque pas de rappeler qu'à côté de « l'amitié déjà ancienne » liant les deux pays « il y a la politique ». Fidèle à sa méthode, Bainville pose crûment les termes du débat en rappelant que d'une part « les Yougoslaves sont alliés » mais que de l'autre « il est inutile de dissimuler qu'ils ne sont pas les meilleurs amis des Italiens. » Une rivalité qui « est un des points noirs de la situation européenne comme elle est une des espérances du germanisme ». Bainville espère donc de ce voyage que l'alliance franco-yougoslave soit « un élément de conciliation » et non de « division³² ». L'assassinat de Marseille bouleverse ces plans et inquiète d'emblée Bainville quant à l'avenir du royaume balkanique : « Que sera le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes après la disparition du prince qui en était l'âme et qui en formait l'unité ? » Reprenant à son compte l'idée maurrassienne du « roi-dictateur », Bainville se montre fort pessimiste :

« Il y avait une Yougoslavie avec un chef. Il n'est plus sûr qu'il y ait de Yougoslavie demain. L'assassinat d'Alexandre Karageorgevich,

³¹ Olivier Dard, Ana Isabel Sardinha Desvignes, *Célébrer Salazar en France. Du philosalazarisme au salazarisme français (1930-1974)*, Peter Lang, 2018, p. 84-88. Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, Editions du Bourg, 2019, p. 131-135.

³² Jacques Bainville, *Journal 1927-1935, op. cit.*, p. 247-248.

qui avait dû sortir du rôle, infiniment préférable pour son repos, de souverain constitutionnel et prendre celui de roi-dictateur pour le salut de la nation, ce crime, ce coup trop bien frappé, met en péril l'unité politique de l'Etat SHS. Ce qui, auparavant, se trouve atteint, c'est l'unité de pensée qui tenait à l'existence du monarque³³. » Un autre élément préoccupe vivement Bainville : que « l'indignation des Serbes », qu'il juge « légitime », débouche sur une « vengeance ».

« Pas de vendetta!»³⁴ proclame l'auteur de *Conséquences politiques de la paix*. La suite est connue. L'« éphémère union autour du cercueil royal»³⁵ se brise au lendemain des élections de 1935, tandis que la régence du prince Paul peine de plus en plus à maintenir l'unité du pays.

Conclusion

L'affaire éthiopienne, la guerre d'Espagne, la menace nazie pesant sur la Tchécoslovaquie ou la Pologne vont reléguer la préoccupation serbe et yougoslave au second plan chez les nationalistes français dans la seconde moitié des années trente. On peut y voir un effet de conjoncture lié aux menaces pesant sur la paix et la polarisation des préoccupations sur d'autres enjeux et d'autres aires géographiques que les Balkans. L'assassinat d'Alexandre Ier n'en marque pas moins autant une césure que la fin d'une séquence qui avait débuté deux décennies plus tôt et avait vu les droites nationalistes françaises, sous l'impulsion notamment de l'Action française, s'intéresser peu à peu à la Serbie et voir dans sa « renaissance » un motif de satisfaction comme un enseignement à tirer. A lire aussi *Je suis partout*, l'attentat de Marseille sonne comme une alerte pour dénoncer, sous la plume de Pierre Gaxotte, une France « envahie » par « toute la lie de l'Europe [...] établie chez nous au nom de notre *traditionnelle hospitalité*».³⁶ Dans la seconde moitié des

³³ *Ibid.*, p. 249.

³⁴ *Ibid.*, p. 250.

³⁵ Georges Castellon, *Histoire des Balkans, XIV^e-XX^e siècle*, Fayard, 1991, p. 414.

³⁶ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, La table ronde, 1973, p. 82. L'article de Gaxotte intitulé « La France envahie » a été publié le 13 octobre 1934.

années trente, lorsque la Yougoslavie est évoquée c'est pour s'inquiéter du danger d'un rapprochement avec l'Allemagne d'Etats de « l'Europe troublée », pour reprendre la formule d'un organe comme *l'Illustration*³⁷ (la Yougoslavie est associée à la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie). Alors que la Yougoslavie n'est plus guère présente dans les préoccupations des droites nationalistes françaises leurs regards se tournent, pour ce qui est de l'aire balkanique, du côté de la Roumanie du roi Carol et de Codreanu – célébré dans *Je suis partout*³⁸ – ou en direction de l'expérience de Jean Metaxas qui est comparée à celle de Salazar.³⁹

Les décennies suivantes sont assurément moins riches tant le second conflit mondial et l'avènement du communisme en Yougoslavie devaient distendre les liens avec la France⁴⁰ et éloigner les droites nationalistes des questions serbe et yougoslave. Fort logiquement, Tito n'est nullement une référence pour les droites nationalistes françaises de l'après 1945 si on excepte certaines occurrences, au final marginales. On mentionnera cependant les prises de position de Maurice Bardèche, le beau-frère de Robert Brasillach, dans *L'Unité*, l'organe du Mouvement socialiste d'unité française lancé en 1948, sur les décombres du collaborationnisme par René Binet et qui fut le premier groupe à se doter d'une croix celtique. Prenant nettement parti « contre le Front rouge et la Réaction », Bardèche s'interrogeait gravement sur la politique étrangère yougoslave et le système communiste mondial en ces termes : « Tito est-il le Doriot slave? ».⁴¹ Une question qui rencontre peu d'écho. En réalité, il faut attendre les années 1990, la chute du mur

³⁷ Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, op. cit., p. 116-117.

³⁸ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, op. cit., p. 149-150.

³⁹ Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, op. cit., p. 116-117.

⁴⁰ Aleksandra Kolaković, « La France et la Grande Guerre dans la mémoire serbe », in Aleksandra Kolaković (dir.), *Francusko-srpski odnosi : Istorijsko iskustvo i savremeni izazovi*, in *Srpska politička misao*, posebno izdanje, novembre 2018, p. 95.

⁴¹ Nicolas Lebourg, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme révolutionnaire*, Presses universitaires de Perpignan, 2010, p. 81.

de Berlin et de l'URSS pour voir ressurgir certaines références depuis longtemps occultées mais que la nouvelle donne géopolitique remet au coup du jour. Ainsi, Jacques Rupnik, analysant les conséquences de l'effondrement du bloc de l'Est de la réunification allemande, remet Bainville au goût du jour en se demandant si « nous ne risquons pas de retourner à l'Europe que craignait Bainville et qui fut celle de l'entre-deux-guerres : une Europe du Centre et de l'Est balkanisée, une Europe de l'Ouest affaiblie et, à la charnière entre les deux, une Allemagne surpuissante de 80 millions d'habitants». ⁴² Mais c'est la guerre de Yougoslavie qui redonne force à un parti pro-serbe en France chez lequel se combinent la réactivation mémorielle d'une alliance vieille de près d'un siècle avec des enjeux très contemporains comme le refus affiché de l'OTAN et de ses frappes. *Avec les Serbes*, proclame ainsi un collectif mené par l'écrivain Alain Paucard et publié par l'Age d'homme dans collection « Objections » en 1996.

Bibliographie

Jacques Bainville, *La guerre et l'Italie*, Fayard, 1916.

Jacques Bainville, *Journal 1911-1918*, Editions d'histoire et d'Art, 1948.

Jacques Bainville, *Journal 1927-1935*, Editions d'histoire et d'Art, 1949.

Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome dixième, 1913-1914*, Plon, 1936.

Maurice Barrès, *Mes Cahiers, tome onzième, 1914-1918*, Plon, 1938.

Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIV^e-XX^e siècle*, Fayard, 1991.

Olivier Dard, Michel Grunewald (dir), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, 2009.

⁴² Jacques Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, p. 403. Notre référence est tirée de la collection points [réédition augmentée, 1993]. La première édition parut chez Odile Jacob en 1990.

Dard, Olivier, „Ligues et droites nationalistes en France au vingtième siècle : signification, place, évolution“, Olivier Dard et Nathalie Sévilla (dirs): *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Metz, 2011, pp. 147-177.

Olivier Dard, Ana Isabel Sardinha Desvignes, *Célébrer Salazar en France. Du philosalazarisme au salazarisme français (1930-1974)*, Peter Lang, 2018.

Christophe Dickès, *Jacques Bainville, Les lois de la politique étrangère*, Bernard Giovanangeli Editeur, 2008.

« La culture fasciste entre latinité et méditerranéité (1880-1940) », coordonné par Jérémy Guedj et Barbara Meazzi, n° 95, décembre 2017, p. 59-70.

Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, La table ronde, 1973. L'article de Gaxotte intitulé « La France envahie » a été publié le 13 octobre 1934.

William R. Keylor, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth Century France*, Louisiana State University Press, 1979.

Aleksandra Kolaković, « La France et la Grande Guerre dans la mémoire serbe », in Aleksandra Kolaković (dir.), *Francusko-srpski odnosi : Istorijsko iskustvo i savremeni izazovi*, in *Srpska politička misao*, posebno izdanje, novembre 2018.

Nicolas Lebourg, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*, Presses universitaires de Perpignan, 2010.

Ernest Lémonon, *La Nouvelle Europe centrale et son bilan économique (1919-1930)*, Félix Alcan, 1931.

« En Yougoslavie. Les antécédents du coup d'Etat », *Revue universelle*, tome XLIV, n° 22, 15 février 1931.

Charles Maurras, « Latinité », *Latinité. Revue des pays d'Occident*, n° 9, novembre 1929, p. 137-138.

Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, tome V, Paris, A la Cité des Livres, 1933.

Christophe Poupault, *A l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Ecole française de Rome, 2014.

Christophe Poupault, *Dans la Grèce de Metaxas (1936-1941). Observateurs et voyageurs français face à un régime autoritaire*, Editions du Bourg, 2019.

Jacques Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, p. 403. Notre référence est tirée de la collection points [réédition augmentée, 1993]. La première édition parut chez Odile Jacob en 1990.

Stanislas Sretenović, « Les ministres plénipotentiaires français dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes/Yougoslavie, 1918-1940 : poids du passé, cultures politiques, idéologie et réalisations », Frédéric Dessberg et Antoine Marès (dir), avec la collaboration d'Isabelle Davion, *Militaires et diplomates français face à l'Europe centrale*, Eur'Orbem Editions, 2017.

Summary

The French nationalist right wing movement and Serbia (Yugoslavia) from the First World War to the 1930s

The interest shown by the French nationalist right wing movement towards Yugoslavia, eight decades after the end of World War I, can be recognized by numerous examples. On January 7th, in 1929, Charles Moras, leader of the French Action, published an article praising the counter-revolution in Belgrade and king Alexander, applauding to his Manifesto. This grew into a real panegyric that ended with honoring the Karadjordjevic dynasty that ruled in Belgrade as, together with the Kapeovci, the only original dynasty in Europe of that time. In 1948, after the collapse of collaborationism, Rene Bine launched the Socialist Movement of French Unity, as the first organization to take the Celtic cross as its sign. His magazine called Jedinstvo, which employed Morris Brades, the brother-in-law of the Brazijack, took a stand against the Red Front and Reaction and raised a serious question about Yugoslav foreign policy, asking Is Tito a Dorio of the Slavs? Finally, four decades later, in the period of the disolution of the Yugoslavia, the French right wing movement was broadly defending Serbian interests. These different sequences clearly express interest and consideration for the Yugoslav issue, especially the Serbian, what this papaer aims to portray by highlighting some of the important personalities and events.

Key words: French right, French action, Charles Moras, Maurice Barres, France, Serbia, Yugoslavia.

САЖЕТАК

**ФРАНЦУСКА НАЦИОНАЛИСТИЧКА ДЕСНИЦА
И ЈУГОСЛАВИЈА ОД ПРВОГ СВЕТСКОГ РАТА
ДО ТРИДЕСЕТИХ ГОДИНА 20. ВЕКА**

Различити моменти указују на интересовање који је француска националистичка десница изражавала према Југославији, осам деценија након завршетка Првог светског рата. 7. јануара 1929. године Шарл Морас, вођа Француске акције, је у истоименом дневном листу објавио чланак где је величао „контра-револуцију у Београду“ и краља Александра, поздрављајући његов „Манифест“ од кога ће направити, у оквиру својих категорија („Диктатор и краљ“), један прави панегирик који ће се завршити одавањем почasti „Карађорђевићима који владају у Београду“ и који су „са Капеовцима, једина аутохтона династија у Европи“. 1948. године на рушевинама колаборационизма, Рене Бине је покренуо „Социјалистички покрет француског јединства“, као прве организације која је узела келтски крст као свој знак. Њен часопис Јединство који је примио Мориса Бардеша, Бразијаковог зета, је заузео став „против Црвеног фронта и реакције“ и озбиљно постављао питање у вези југословенске спољне политике следећим речима: „Да ли је Тито словенски Дорио?“. Најзад, четири деценије касније у доба распада Југославије, националистичка десница је у ширим размерама бранила српске интересе. Будимо јасни: учесници и различити контексти немају много везе. Ове различите секвенце јасно изражавају интерес и узимање у разматрање југословенског питања, а нарочито српског, што управо овај рад има за циљ да обради стављајући нагласак на неколико учесника и битне моменте који су обележили причу стару један век.

Кључне речи: француска десница, Француска акција, Шарл Морас, Морис Барес, Француска, Србија, Југославија.
